Chapitre 9 Les sources et les limites de la croissance économique

Le processus de croissance économique et les sources de la croissance correspondent à l'accumulation des facteurs et à l'accroissement de la productivité globale des facteurs. Le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs sont étroitement liés dans la croissance économique

La croissance économique se heurte à des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources et la pollution). Le développement durable prend en compte non seulement les défis écologiques mais également les défis économiques et sociaux. La croissance économique reste un objectif de la plupart des politiques économiques afin d'améliorer l'emploi, le niveau de vie des individus et le niveau d'éducation des populations.

1. Quelles sont les sources de la croissance économique ?

A. Qu'est-ce que la croissance économique?

La **croissance économique** est un processus économique quantitatif qui se traduit par un accroissement durable d'un indicateur de la production de richesses d'une économie.

Cet indicateur est le plus souvent le **Produit intérieur brut (PIB)**.

La croissance ne doit pas être confondue avec l'**expansion** qui désigne une augmentation de la production sur une courte période.

B. Les sources de la croissance

Les sources de la croissance correspondent à l'accumulation ou l'augmentation des facteurs de production. La croissance économique dépend de la quantité de facteurs de production : travail et capital ainsi que, éventuellement, les ressources naturelles.

1. Le rôle du facteur travail

• L'augmentation de la population active détermine la quantité de travail dont dispose l'économie, le facteur travail constitue un facteur de la croissance. La croissance est surtout expliquée par l'augmentation de la productivité du travail.

Cette plus grande efficacité de facteur travail vient pour une grande part de la hausse du capital humain (caractéristiques physiques et intellectuelles qui permettent à un individu de participer à l'activité productive).

La croissance économique du XX^e siècle s'explique par les gains de la productivité du travail (la productivité horaire du travail a été multipliée par 16 au cours du siècle, ce qui a permis de compenser la baisse de la durée annuelle du travail).

2. Le rôle du facteur capital

• L'augmentation du stock de capital productif résultant de l'**investissement** est le **facteur de croissance** la plus fréquemment avancé. L'accumulation du capital, qui correspond à l'augmentation du volume ou stock de capital (nombre de machines) résulte de l'investissement (acquisition de

moyens de production : machines, équipements, etc.) et constitue une des principales sources de la croissance.

L'investissement, d'une part, permet d'accroître la capacité productive de l'économie et, d'autre part, incorpore les progrès techniques résultant des innovations. De ce fait, l'incorporation du progrès technique dans les investissements entraîne une hausse de la productivité du capital.

3. Le rôle des ressources naturelles

• La disponibilité de **ressources naturelles** dans l'économie constitue un avantage pour la croissance. C'est le cas de la sidérurgie mais aussi d'autres branches comme l'informatique et la téléphonie avec les terres rares.

Mais à la différence du travail et du capital, les ressources naturelles constituent souvent des ressources non renouvelables.

4. Le rôle du progrès technique

• Le **progrès technique** désigne l'ensemble des modifications qui affectent les procédés ou la nature des biens réalisés, ou encore l'ensemble des **innovations** qui améliorent l'efficacité de la combinaison productive et la qualité des produits.

Le progrès technique permet une hausse de la **productivité globale des facteurs (PGF)** qui s'applique à l'ensemble des facteurs et se mesure par le rapport entre le volume de la production et la quantité de travail et de capital utilisée. Elle explique une part essentielle de la croissance économique.

Le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs sont étroitement liés dans la croissance économique.

5. Les institutions et la croissance

• Les **institutions** et notamment les **droits de propriété** influent sur la croissance en affectant l'incitation à investir et à innover. Les institutions et les droits de propriété fixent un cadre réglementaire. Ils vont être créateurs de marchés et donnent aux entrepreneurs l'opportunité et la capacité d'investir. Ils offrent un avantage aux inventeurs grâce aux brevets qui les incitent à investir.

Les institutions doivent également garantir **un système financier stable** et solide afin d'instaurer une confiance entre les agents économiques. Sans confiance, les agents économiques n'épargnent pas et ne permettent pas les investissements nécessaires au processus de croissance.

Enfin, les institutions doivent agir pour développer et favoriser l'éducation et la formation, qui constituent l'un des premiers moteurs du développement économique des pays et de lutte contre la pauvreté.

L'investissement dans l'éducation et la formation permettent de développer le capital humain des individus, en élevant le niveau de vie des habitants et en permettant l'accès à des emplois plus qualifiés. De plus, le marché du travail évolue et exige sans cesse de nouvelles compétences liées aux nouvelles technologies. Il est donc primordial aujourd'hui d'investir dans l'éducation et la formation des jeunes.

6. Le système financier : moteur de la croissance

Le **système financier** donne l'opportunité à des entrepreneurs de réaliser leurs projets qui vont permettre de stimuler la croissance économique en incorporant du progrès technique dans leurs investissements.

2. Comment mettre en œuvre une croissance soutenable ?

A. La remise en cause de la croissance économique

1. L'épuisement de ressources

La croissance économique observée au cours du XX° siècle était très énergivore. Elle a conduit à l'épuisement des ressources naturelles (ressources naturelles dont les réserves sont normalement inépuisables parce qu'elles produites en continu) et non renouvelables (ressources naturelles qui peuvent être complètement épuisées à la surface de la Terre suite aux extractions et à l'exploitation par l'être humain), ainsi qu'à des dérèglements climatiques, à la pollution de l'air, des eaux et des terres, et à de nombreuses externalités négatives.

La croissance démographique entraîne une augmentation des consommations individuelles, donc de la production. Pour répondre à ces besoins, les entreprises produisent en masse et dégradent l'écosystème. Les activités humaines contribuent à augmenter de manière significative les émissions de GES : élevage intensif, déforestation, combustion des matières premières, etc. En conséquence, les activités industrielles et la pollution qu'elles engendrent ont des impacts négatifs sur le climat.

Face à ces détériorations de l'environnement et à la montée des inégalités, il s'agit de mettre en place des modes de développement plus respectueux de la planète et des êtres humains qui la peuplent.

2. Les inégalités sociales

• Le processus de croissance reste un objectif de la plupart des politiques économiques afin d'améliorer l'emploi, le niveau de vie des individus et le niveau d'éducation des populations. Cependant, de fortes inégalités subsistent, entre les pays et à l'intérieur des pays.

Les pays émergents ont réussi à rattraper les pays développés en termes de croissance du PIB. C'est le cas de la Chine et de l'Inde, qui connaissent des taux de croissance supérieur à 7 % par an. La croissance a ainsi permis de faire baisser **la pauvreté absolue** : le nombre de pauvres vivant en dessous de 1,90 dollar par jour a considérablement diminué.

Toutefois, des inégalités persistent entre les pays et à l'intérieur des pays. La pauvreté relative, c'est-à-dire le nombre de personnes se situant en dessous du revenu médian, a augmenté. De plus en plus de ménages n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins. Les pays émergents et en développement n'ont pas réussi à atteindre le niveau des pays développés. Par exemple, en Inde, malgré une croissance forte, le niveau de vie des habitants demeure en moyenne 6 fois inférieur à celui des Français. Près de 20 % de la population n'a pas accès à l'électricité, aux équipements de base, ni à la santé et à l'éducation. L'écart entre riches et pauvres à l'intérieur des pays tend à se creuser.

3. Le développement durable

La notion de développement durable est apparue pour la première fois dans le rapport Brundtland en 1987. Le **développement durable** est défini comme « la capacité à répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre celle des générations futures à satisfaire les leurs ». Le développement durable intègre trois dimensions :

- **Économique** (efficacité, rentabilité) : trouver un juste équilibre entre profit et gestion durable de l'environnement
- > Sociale (responsabilité sociale) : satisfaire les besoins essentiels des populations en réduisant les inégalités sociales dans le respect des différentes cultures
- **Environnementale** (responsabilité environnementale) : maintenir l'équilibre écologique sur le long terme en limitant notre impact sur l'environnement.

Le développement durable constitue une approche globale du développement car il comprend les trois dimensions : économique, sociale et écologique.

B. De nouvelles formes de croissance

1. L'économie circulaire

L'économie circulaire se définit d'abord en opposition au modèle d'économie libérale qui peut être schématisé par la séquence extraire/produire/consommer/jeter. L'économie circulaire consisterait alors à modifier cette séquence en reliant le premier et le dernier terme, les déchets étant réutilisés comme ressources.

2. L'économie collaborative

L'économie collaborative, également appelée économie de partage, est une économie de pair à pair. Elle repose sur le partage ou l'échange entre particuliers de biens (voiture, logement, perceuse, etc.), de services (covoiturage, bricolage, etc.), avec échange monétaire (vente, location, prestation de service) ou sans (troc, don, volontariat), par l'intermédiaire d'une plateforme numérique de mise en relation.

C. Les indicateurs du développement durable

Lors de la conférence de Rio en 2012 sur le développement durable, des objectifs de développement durable ont été définis et fixés par le PNUD afin d'illustrer la marche à suivre pour un développement et une croissance plus soutenables. Cet ensemble d'objectifs universels, 17 au total, a été élaboré afin de relever les défis urgents de la planète d'ici à 2030.

Afin de pallier aux différentes limites du PIB, plusieurs indicateurs ont été élaborés afin de prendre en compte la dimension qualitative du développement d'un pays :

- ➤ L'indicateur de développement humain (IDH) mesure le niveau de développement d'un pays. Il prend en compte la richesse produite par habitant mais également l'espérance de vie et le niveau de scolarisation des jeunes
- L'empreinte écologique mesure la pression exercée par les activités humaines sur la planète. Cet indicateur permet de calculer la quantité de ressources naturelles consommées par les pays
- ➤ Le PIB vert mesure le niveau de richesse créée dans le pays et évalue son niveau de capital culturel et environnemental. Il permet d'évaluer la capacité d'un pays à avoir une croissance soutenable.

3. Comment mettre en œuvre une croissance solidaire?

A. Les principes de l'économie sociale et solidaire (ESS)

Les principes de l'économie sociale et solidaire sont : une gouvernance démocratique (une personne = une voix), la solidarité, la proscription du profit individuel (pas d'appropriation individuel des excédents financiers, pas de but lucratif), le réinvestissement des bénéfices, une gestion autonome et indépendante, la libre adhésion.

B. Les acteurs de l'ESS

Les structures de l'économie sociale et solidaire peuvent prendre des formes juridiques différentes mais les valeurs restent les mêmes : la solidarité et l'utilité sociale. L'ESS se compose de divers acteurs : les associations, les coopératives, les mutuelles, les sociétés commerciales d'utilité sociale et les fondations. Les trois critères de l'ESS sont :

- Un but autre que le seul partage des bénéfices
- ➤ Une gouvernance démocratique, c'est-à-dire que les salariés sont consultés lors des décisions
- > Des bénéfices majoritairement consacrés au développement de l'entreprise.

À travers leur activité, les organisations ont toujours une finalité sociale, sociétale ou environnementale qui se traduit dans le critère « un but autre que le partage des bénéfices ». L'ESS réduit également les inégalités des territoires en France. En effet, seuls 20 % des sièges sociaux se trouvent à Paris. L'ESS a un poids important dans l'économie française. Elle représente 10 % du PIB français et 12 % des emplois.

Le poids de l'ESS dans l'économie française est important. Les secteurs d'activité pour lesquels les acteurs de l'ESS occupent la majorité des emplois sont : l'action sociale (63 %) et le sport et les loisirs (56 %).